



Les logiques au Cameroun de sécurité alimentaire et d'alimentation durable : collision ou collusion ?

Zosie Charline TIAKOUANG

Spécialiste en éducation et alimentation

Doctorante en Intervention et Action Communautaire

Université de Yaoundé 1 (Cameroun)

Email : charlinetiakouang09@gmail.com

René Rodrigue Lionel KANA ETOUNDI

Doctorant en management des politiques publiques
éducatives

Université de Yaoundé 1 (Cameroun)

Email : rene.kana@fse-yuy1.cm

Résumé :

Si selon l'ENSAN (2023), 09% de la population camerounaise est en insécurité alimentaire et nutritionnelle aigue en août 2024, il n'en demeure pas moins que l'alimentation durable peine à être présent dans les politiques publiques. C'est pourquoi l'analyse porte sur le carambolage ou non qui pourrait exister entre cette approche durable et les logiques de sécurité alimentaire. La démarche méthodologique est déductive et qualitative. En résultat, le plan national d'alimentation souffre d'une insuffisance dans les piliers qui le sous-tendent. Si la disponibilité l'accessibilité, l'utilisation et stabilité sont plus ou moins prise en compte, la durabilité est absente. L'approche pragmatique des politiques publiques au Cameroun accorde une prévalence des politiques de sécurité alimentaire au détriment des initiatives d'alimentation durable. Cette absence semble entretenir l'idée d'une collision entre les notions de sécurités alimentaire et celle d'alimentation durable au Cameroun. Pourtant, loin d'une incompatibilité, ces deux notions se complètent en vue d'une sécurité alimentaire durable.

Mots clés : Alimentation ; Cameroun ; Compatible ; Durable, Sécurité.

The logic of food security and sustainable food in Cameroon: collision or collusion?

Abstract :

According to ENSAN (2023), 9% of Cameroon's population will be facing acute food and nutritional insecurity in August 2024, yet sustainable food systems remain largely absent from public policy. This analysis therefore examines whether there is a conflict between this sustainable approach and food security considerations. The methodological approach is deductive and qualitative. As a result, the national food plan suffers from a lack of underlying pillars. While availability, accessibility, utilisation and stability are more or less taken into account, sustainability is absent. The pragmatic approach to public policy in Cameroon gives priority to food security policies at the expense of sustainable food initiatives. This absence seems to reinforce the idea of a collision between the concepts of food security and sustainable food in Cameroon. However, far from being incompatible, these two concepts complement each other with a view to achieving sustainable food security.

Keywords : Food; Cameroon; Compatible; Sustainable, Security.



Introduction

La sécurité alimentaire est un enjeu de gouvernance mondiale. Pour l'atteindre des politiques régionales et locales sont mises en œuvre par les gouvernements et diverses organisations internationales. Les incohérences si sont souvent révélés dans les évaluations des phases opérationnelles de ces programmes résident parfois dans la mauvaise appréhension, la faible appropriation des mécanismes, des modalités qui structurent parfois certaines politiques publiques. Pour résoudre ce problème, les chercheurs, particulièrement en Afrique, doivent produire des connaissances scientifiques pouvant servir d'indicateur, de phare d'orientation pour les décideurs. C'est dans ce sillage que la présente étude questionne en contexte camerounais, le carambolage apparent ou non entre les logiques de sécurité alimentaire et celles d'alimentation durable.

Les crises que traversent actuellement les systèmes alimentaires dans le monde n'ont pas pour principale origine le conflit ukrainien. Même si ce dernier exacerbe les tensions sur les marchés internationaux. Elles proviennent de causes plus anciennes et structurelles qu'il convient de mettre en perspective. Depuis cinq ans, on constate un renversement historique de la tendance d'évolution de la sécurité alimentaire mondiale. Après une baisse continue mais lente du nombre de personnes souffrant de sous-alimentation depuis les années 1960, ce nombre augmente, notamment du fait de crises climatiques, sanitaires ou politiques. C'est pourquoi, en 2021, les Nations unies ont appelé les

gouvernements à agir en urgence dans le sens de la rupture et de l'audace pour des systèmes alimentaires plus résilients. Toutefois, les situations en matière de sécurité alimentaire sont contrastées selon les pays. Elles appellent des solutions différenciées, notamment en Afrique. La sécurité alimentaire dépend à la fois des marchés internationaux, des capacités des pays à produire pour nourrir leurs populations, et des politiques concernant les systèmes alimentaires (accessibilité, stockage, distribution etc.). Elle est particulièrement affectée par les flambées des prix dans les pays fortement dépendants et disposant de moyens limités pour payer leur facture alimentaire.

Les systèmes alimentaires actuels en Afrique subsaharienne et au Cameroun, sont à la fois coupables et victimes des dommages qu'ils génèrent. Les solutions de substitution souvent mises en œuvre sont de courts termes et contribuent à perpétuer et amplifier les dommages déjà engendrés. Elles doivent donc se réinventer en s'appropriant les valeurs et les principes de durabilité.

La conférence internationale sur la nutrition de 1992 a prescrit l'alimentation durable comme orientation des politiques alimentaires nationales. À ce stade, il s'agit encore d'un « idéal-type » utopique pour certains (Rastoin ; 2015). L'alimentation durable a cependant l'avantage d'indiquer un cap et de fournir un contenu. L'amplification de ce mouvement est conditionnée par des pratiques de ruptures, les cadres réglementaires novateurs et par la production des réflexions scientifiques. C'est ce sillage que s'inscrit la présente problématique.

La question d'une alimentation durable peine à apparaître dans les discours politiques au Cameroun. Dans ce pays, la gouvernance alimentaire repose sur une stratégie de sécurité



Soumission : 10/07/2024 Acceptation : 20/08/2025 Publication : 30/09/2025

alimentaire priorisant les enfants et les femmes enceintes. Elle est pilotée par un dispositif de coordination d'acteurs et de mutualisation de moyens. Si la sécurité alimentaire est au cœur des orientations nationales et sectorielles, les statistiques des ministères en charge de la question alimentaire sont par contre muets sur les indicateurs d'alimentation durable. Il apparaît intéressant de questionner cette ambigüité. Autrement dit, face à cette insécurité alimentaire persistante au Cameroun, comment comprendre le rapport entre la sécurité alimentaire et l'alimentation durable ?

Le postulat de cette étude est que loin de s'opposer, les logiques de sécurité alimentaire et d'alimentation durable sont en intelligences et sonnent comme des impératifs pour garantir une sécurité alimentaire durable au Cameroun. La présente réflexion se déploie donc au tour d'un cadre théorique, d'une démarche méthodologique et de la présentation critique des résultats.

1. Approche théorique et méthodologique

1.1. La revue de la littérature

Il existe une abondante littérature sur la sécurité alimentaire. Ce foisonnement est motivé par l'importance stratégique de la sécurité alimentaire comme sujet de recherche. La définition la plus largement acceptée de la sécurité alimentaire remonte à 1996, lorsque le Sommet mondial de l'alimentation a convenu d'un concept holistique et multidimensionnel (FAO, 1996). La forme abrégée de la définition de ce concept adoptée était la suivante : « accès adéquat à la nourriture pour tous à tout moment pour une vie active et saine ». De cette approche, quatre dimensions de la

sécurité alimentaire sont généralement acceptées : disponibilité, accès, utilisation et stabilité (Siéwé Pougoué *et al.*, 2024 ; Jeder *et al.*, 2020). Si elle a été conceptualisée, son caractère multidimensionnel rend difficile sa quantification (Diagne, 2013). Ainsi, en opposition au concept de sécurité alimentaire qui tend pour certains à éclipser le débat politique, de nombreux mouvements sociaux ont émergé dans le monde pour défendre le concept de souveraineté alimentaire (Thomas A. et al ; 2024).

De même que la définition a largement évolué, une série d'indicateurs pour mesurer la sécurité alimentaire a aussi été proposée par plusieurs auteurs. Mais selon Voumo (2022), jusqu'à nos jours, il n'existe pas un meilleur choix d'indicateurs pour mesurer la sécurité alimentaire. Les indicateurs devraient être choisis en fonction du contexte et des résultats qu'on attend. Un indicateur caractérise une réalité ou un phénomène qui serait trop difficile à quantifier de façon directe. Donc plus une situation est complexe, plus il faut choisir plusieurs indicateurs qui seront combinés en fonction du contexte pour matérialiser l'image réelle de la situation appréhendée (Voumo ; 2022).

Par ailleurs ce phénomène a généralement été présentée comme un problème technique, qui ne pouvait être résolu que par des solutions comme les technologies proposées par la révolution verte ou les systèmes d'information sur les marchés (Fouilleux *et al* ; 2017). Ce prisme technologique s'est déplacé sur les enjeux de carences en micronutriments et sur les technologies de fortification des aliments (Loconto ; 2021). C'est pour mieux évaluer ce phénomène que l'on a abouti à la production d'indicateurs synthétiques et plus ou moins standardisés (Janin, 2010 ; Radimer *et al.*, 1992). Ces données permettent aux décideurs de mieux cerner la question de la



sécurité alimentaire dans la prise de décision stratégique (Siéwé Pougoué *et al.*, 2020).

Toutefois, Kornher et Sakketa (2021) font mention qu'un examen complet de ces indicateurs de la sécurité alimentaire est nécessaire. Dans leurs travaux Pangaribowo *et al.* (2013) ont observé l'existence limitée d'indicateurs multidimensionnels au niveau national. Autrement dit, la critique que l'on fait des logiques actuelles de sécurité alimentaire est **qu'elles** ne prennent pas explicitement en compte des questions telles que les inégalités, les asymétries de pouvoir au sein des systèmes alimentaires, ou la gouvernance de ces systèmes (Thomas A. et al ; 2024). En occident, certains travaux l'ont déjà relevé. Notamment ceux d'Ochieng (2019) et de Jeder *et al.* (2020). Ils y démontrent que les acteurs non étatiques ont développé des cadrages alternatifs pour répondre aux enjeux de faim et de malnutrition. Ces cadrages s'appuient précisément sur des normes de justice, de droits, de souveraineté et de pérennité.

1.2. L'ancrage théorique

La sécurité alimentaire est un domaine beaucoup plus complexe (Alhassane Garba, 2011). Est-ce pour autant qu'elle doit se (con)fondre dans le concept d'alimentation durable ? La présente étude répond par la négative à cette question. Elle déploie son analyse sous le prisme théorique du système alimentaire territorialisé de Rastoin (2015). Un système alimentaire est la façon dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture (Malassis, 1994). De nos jours, selon Rastoin, les pratiques alimentaire et d'alimentation doivent être innovantes et construire un nouveau type de système

alimentaire plus « durable ». Par ailleurs, une telle approche pourrait constituer un bon facteur de résilience face aux crises alimentaires, car il est basé sur un patrimoine naturel, technique et culturel, dans une logique de proximité et une gouvernance à ancrage territorial.

Un système alimentaire territorialisé peut ainsi être défini comme un ensemble cohérent de filières agroalimentaires localisées dans un espace géographique de dimension régionale ou nationale (Rastoin ; 2015). Le pilier qui justifie la convocation de cette approche réside dans son caractère local de la mise en œuvre d'un système alimentaire dit durable. En effet, la présente analyse est une réflexion sur la problématique de la sécurité alimentaire au Cameroun. Étant donc un cas d'étude, elle pense qu'il faut manipuler lire la problématique pas à partir des prismes globaux de lecture mais à l'aide des outils spécifiques permettant une analyse locale efficace et efficiente de la politique alimentaire du Cameroun. Un système alimentaire territorial est en premier lieu, national (Rastoin ; 2015). Il peut ensuite se décliner au plan régional, lorsque le potentiel agroclimatique le permet. Cet auteur pense qu'une stratégie de différenciation territoriale peut en outre constituer une source de compétitivité.

1.3. La démarche méthodologique

La présente étude se veut exploratoire. En effet, il s'agit ici de déterminer des pistes pour des travaux futurs sur la question de la sécurité alimentaire durable au Cameroun. Il s'agit de souligner des points pertinents à expérimenter dans des recherches plus descriptives et causales. Ces points sont entre autres les tares et pesanteurs de la sécurité alimentaire, les contraintes du déploiement d'une alimentation durable,



Soumission : 10/07/2024 Acceptation : 20/08/2025 Publication : 30/09/2025

les mobiles et les mécanismes d'une souveraineté alimentaire durable. La démarche méthodologique est déductive. Avec cette méthode de travail, nous entendons partir des données et faits brutes révéler dans l'étude documentaire et les interviews afin de mieux expliquer l'ambivalence qui subsiste entre la sécurité alimentaire au Cameroun et l'alimentation durable.

Dès lors, l'analyse est essentiellement qualitative. Elle est idéale dans une logique de saisir le « pourquoi » du phénomène observé. Moins axée sur les statistiques, l'approche qualitative est donc particulièrement adaptée aux situations dans lesquelles les données chiffrées ne sont pas suffisantes pour apporter une réponse complète à une question. C'est le cas de notre problématique. En effet, La méthodologie utilisée est basée sur l'analyse des rapports, documents cadres qui renseignent sur le niveau de fonctionnement du système de suivi de la sécurité alimentaire et d'alimentation durable au Cameroun. La lecture de ces documents nous permettra d'analyser les outils utilisés au Cameroun, de regrouper un certain nombre d'informations qui vont nous permettre de vérifier si certains de ces concepts se complètent où s'entrechoquent.

Aussi, cette approche permet d'explorer des concepts nouveaux comme anciens (sécurité alimentaire, alimentation durable, souveraineté alimentaire). Elle permet à cette étude de démontrer qu'il est impératif au Cameroun de changer radicalement l'orientation stratégique en matière de sécurité alimentaire. En bref, la revue de la littérature, l'analyse des contenus documentaires (rapports d'activité des organisations non gouvernementales, rapports sectoriels et des annuaires statistiques, des discours politiques et des actes

de colloques) et l'interview de deux anciens cadres des questions de sécurité alimentaire au Cameroun construisent l'essentiel de cette approche qualitative. La présente démarche méthodologique a donné lieu à des résultats.

2. Résultats

2.1. Les chiffres qui inquiètent sur l'état des lieux de la sécurité alimentaire au Cameroun

L'un des atouts indéniables du Cameroun réside dans son potentiel agricole riche et très variée. Surnommé Afrique en miniature en raison de sa diversité culturelle, linguistique, humaine, climatologique et géographique, le Cameroun est un pays de l'Afrique Centrale qui couvre une superficie de 475 442 km² dont la superficie continentale compte pour 466050 km² et la superficie maritime de 9600 km². C'est un pays qui est situé en plein cœur de l'Afrique et sert de jonction entre l'Afrique équatoriale au sud et l'Afrique tropicale au Nord. Il est entouré par le Nigéria à l'ouest, le Tchad au Nord-est, la République centrafricaine à l'est, et le Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale au Sud. Sa grande diversité géographique est caractérisée par les forêts, les savanes, les montagnes et par une grande variété de végétations. Ses zones agro écologiques sont favorables à une polyculture.

Malheureusement, ce pays est situé dans l'une des zones du monde les plus touchées par l'insécurité alimentaire. En effet, l'Afrique subsaharienne est une zone indexée comme la plus touchée où d'ailleurs la situation se détériore au fil du temps (Bonfiglioli, 2007 ; Njupuen Njiemboku, 2021 et FMI, 2022). Le Cameroun n'en fait pas exception (Voumo ; 2021-2022). Le PAM estimait en 2020 que près d'un ménage sur quatre est en insécurité alimentaire au Cameroun.



Soumission : 10/07/2024 Acceptation : 20/08/2025 Publication : 30/09/2025

Dans le même sens, elle rapporte les chiffres d'une enquête PAM/PNVRSA/FAO, 2021 qui montraient que la situation d'insécurité alimentaire au Cameroun est passée de 12,18% en 2019 à 20,4% en 2020. La même enquête montrait que plus de 2,7 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire aiguë soit en phase 3 à 5. Les régions les plus touchées étaient celles en situation de crise, amplifié par la crise de covid 19. D'autres étaient en insécurité alimentaires en raison d'accueils des réfugiés et des déplacés internes. Il s'agissait du Nord-ouest (40%) ; du Sud-ouest (30,7%) ; du Littoral (25,1%) ; de l'Extrême-nord (24,8%) ; de l'Adamaoua (22,1%) et de l'Ouest (20,5%). Par ailleurs, selon le cadre harmonisé (CH) 2023, environ 2,940807 millions de personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë (phase 3 à 5) au Cameroun pour la période courante d'octobre à décembre 2023, soit 10,6%. Et 2,504908 millions de personnes (9%) pour la phase projetée de Juin à aout 2024.

Parmi les raisons avancées pour expliquer cette situation, on note entre autre les changements climatiques, les conflits ou crises humanitaires dans les régions de l'extrême nord, du Nord -ouest et du Sud-ouest depuis 2016. A ces raisons, il faut ajouter le cas des réfugiés à l'Est du pays (Tougan et Théwis, 2020 ; Diallo et al., 2022 ; Diallo et al., 2023). Il semble que dans le souci de répondre à cette situation d'insécurité alimentaire, l'Etat du Cameroun a initié et mis en œuvre une politique sectorielle d'alimentation et de nutrition. Sauf qu'à l'analyse de son contenu, des insuffisances se dessinent. Notamment celle de la durabilité du système alimentaire.

2.2. La durabilité comme insuffisance dans la politique nationale d'alimentation et de nutrition au Cameroun

L'élaboration de la Politique Nationale en matière de Nutrition traduit la volonté du gouvernement camerounais de concrétiser les engagements pris lors des conférences internationales. Notamment l'adhésion à l'initiative Mondiale « SUN : Scaling up Nutrition » en 2013. Ce plan se propose de réduire significativement l'exposition des populations camerounaises aux facteurs de risques de malnutrition durant la période de 2015 à 2035. L'élaboration de cette stratégie vise également à garantir à la population camerounaise, en particulier aux groupes les plus vulnérables, un état nutritionnel optimal leur permettant de jouir des capacités intellectuelles, physiques, psychoaffectives, pour mener une vie active, productive et contribuer à réduire les taux de morbidité et de mortalité maternelle, infantile et infanto-juvénile » (Politique Nationale d'Alimentation et de Nutrition (2015-2035)).

Elle est structurée en trois types d'axes stratégiques que sont les stratégies préventives, curatives et transversales. Il s'agit d'un cadre, un outil de mise en œuvre cohérente des plans et programmes ayant la nutrition et l'alimentation comme domaine d'activités. Pour piloter ce plan, l'Etat du Cameroun a mis en place un cadre harmonisé de gestion. L'analyse de ce cadre permet de relever quelques incohérences.

En effet, ce cadre se base sur l'analyse des quatre principaux indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire (consommation alimentaire, état nutritionnel, évolution des moyens d'existence et mortalité) mis en relation avec les facteurs contributifs (danger/vulnérabilité, disponibilité alimentaire, accès et utilisation des aliments, y compris l'eau



Soumission : 10/07/2024 Acceptation : 20/08/2025 Publication : 30/09/2025

et stabilité). Il est incontestable que ces indicateurs rendent compte à leur niveau et peuvent avoir un impact sur l'un ou plusieurs résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La sécurité alimentaire est communément traitée comme un problème de disponibilité, d'accès, et d'utilisation. Toutefois, de tels modalités et leurs indicateurs pèchent par la non prise en compte du pilier « *stabilité et durabilité* » dans les analyses. Selon la FAO cité par Gaudreau et al., (2021), l'alimentation durable désigne une alimentation qui assure la protection et le respect de la biodiversité et des écosystèmes. Par ailleurs, elle promeut une alimentation locale, de saison, peu ou pas emballée, avec peu ou pas de pesticides, dont les résidus sont compostés et qui évite le gaspillage alimentaire.

La durabilité d'une politique alimentaire consiste donc à ne pas mettre l'alimentation des générations futures en péril. Dans les indicateurs de suivis du plan national d'alimentation et de nutrition au Cameroun, la part belle est faite aux questions de disponibilité et d'accessibilité. Le concept d'alimentation durable ne figure nulle part dans les buts, objectifs et axes stratégiques dudit plan. Pourtant celui de sécurité alimentaire y figure (axe stratégique N°4). Par ailleurs, dans le cadre harmonisé de suivi dudit plan stratégique, les indicateurs de durabilité sont totalement absents.

2.3. La sécurité alimentaire et l'alimentation durable : les raisons d'une collusion possible et souhaitée au Cameroun

A date, et sur la bases des statistiques et indicateurs disponibles, on ne peut que reconnaître que la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire n'a pas été un succès en

Afrique subsaharienne. Au Cameroun en particulier, sur la base d'une part des insuffisances de durabilité dans la politique en cours en matière de promotion de l'alimentation et de la nutrition ; d'autres part des dysfonctionnements liés aux dispositifs existants en matière de sécurité alimentaire, cette étude propose de réformer ladite politique pour converger vers la sécurité alimentaire durable.

La définition de ce concept nous vient de Maetz (2023). Pour lui *la Sécurité alimentaire durable existe lorsque tous les individus ont un accès (économique, physique et social) égalitaire à une alimentation durable de manière coordonnée et pérenne. De façon simple, il s'agit de rajouter une cinquième dimension au concept de sécurité alimentaire : la durabilité.* Cette dimension additionnelle créerait un contexte plus favorable à la mise en œuvre des initiatives permettant d'affronter certaines des menaces.

La FAO promeut de plus en plus l'alimentation durable comme un nouveau paradigme pouvant aider les pays du monde entier à éliminer la faim et à atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Au Cameroun, les premières initiatives de durabilité peuvent toucher le secteur de la production alimentaire. En effet, la modification des pratiques actuelles peut faire beaucoup pour améliorer la productivité de nombreux systèmes de production agricole et alimentaire dans tout le pays. Ce principe se concentre sur l'engin de la transformation. Des gains de productivité supplémentaires seront nécessaires dans le futur pour assurer un approvisionnement suffisant en denrées alimentaires et autres produits agricoles, tout en permettant de limiter l'expansion des terrains agricoles et de contenir leur empiètement sur les écosystèmes naturels.



Soumission : 10/07/2024 Acceptation : 20/08/2025 Publication : 30/09/2025

Toutefois, alors que dans le passé l'efficacité a été principalement exprimée en termes de rendement (kg par hectare de production), l'augmentation de productivité future qui se veut durable devra désormais considérer d'autres dimensions telles que les questions d'effet sur l'environnement. En outre, la production alimentaire et agricole dépend des ressources naturelles. Pour cette raison, la durabilité de la production agroalimentaire dépend de la durabilité des ressources naturelles elles-mêmes. Beaucoup peut être fait pour réduire les impacts négatifs de l'agriculture et améliorer l'état des ressources naturelles.

Le système de production au Cameroun actuellement est essentiellement intensif. Alors que l'intensification a des effets positifs sur l'environnement à travers la réduction de l'expansion agricole et, par conséquent, la limitation de l'empiètement sur les écosystèmes naturels, elle a aussi des impacts potentiellement négatifs sur l'environnement. Le modèle d'intensification agricole le plus répandu va de pair avec l'usage intensif d'intrants agricoles tels que l'eau, les engrais et les pesticides. De la même manière, l'élevage et à l'aquaculture peuvent contribuer à polluer l'eau, détruire les habitats d'eau douce et les propriétés du sol. L'intensification a aussi conduit à la réduction drastique de la biodiversité animale et végétale. Ces tendances d'intensification agricole ne sont pas compatibles avec une agriculture durable et constituent une menace à la production future.

C'est pourquoi cette étude postule que la transition vers une sécurité alimentaire durable ne peut avoir lieu qu'en présence d'un juste équilibre entre les initiatives des secteurs privé et public, ainsi que quand les conditions de

responsabilité, d'équité, de transparence et de primauté du droit sont réunies. Intégrer la durabilité dans les systèmes agricoles et alimentaires au Cameroun implique aussi l'ajout de la dimension de bien public à celle d'entreprise économique. L'agriculture est et restera une activité économique tirée par la nécessité pour ceux qui l'exercent à faire des profits et de s'assurer une vie décente à partir de ses activités. Les agriculteurs, pêcheurs et forestiers doivent recevoir les incitations adéquates permettant de soutenir l'adoption des pratiques appropriées sur le terrain. La durabilité ne sera possible que grâce à une gouvernance efficace et équitable.

Conclusion

Contrairement à la sécurité alimentaire au Cameroun qui est bien structurée et dont la littérature est abondante, l'alimentation durable semble invisible. Les discours et action sur l'alimentation au Cameroun restent focalisés sur la nutrition et avec pour principale cible les enfants et les femmes enceintes et allaitantes. Pourtant, assurer une sécurité alimentaire pour tous et éradiquer durablement la faim dans le monde, en Afrique et au Cameroun, demande d'intégrer la durabilité dans notre vision de ce qu'est la sécurité alimentaire. C'est pourquoi les pouvoirs publics doivent insister sur le levier alimentation durable. Toutefois, il ne faut pas considérer cette conciliation comme une solution toute faite au problème d'insécurité alimentaire. Il faudra anticiper sur l'équilibre entre la dimension quantitative et qualitative que soulève un système alimentaire durable. Ceci réside dans



l'éducation des principaux acteurs du système alimentaire sur les bonnes pratiques et sur la consommation responsable.

Références indicatives

- Alhassane Garba A., (2011), *Analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages ruraux au Niger en 2010. Une approche multidimensionnelle*. Diplôme d'Ingénieur en Statistique, INEFSAGEP, Sénégal, p101
- Bonfiglioli A., (2007), *La nourriture des pauvres : Comment les collectivités locales peuvent-elles réduire l'insécurité alimentaire en Afrique ?* New-York : Fonds d'équipement des Nations Unies, P203
- Diagne R., (2013), *Sécurité alimentaire et libéralisation agricole*. Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université de Nice Sophia Antipolis. <https://theses.hal.science/tel-00998276/document>
- Diallo F., Issoufou Soumaila M., Tangara T., (2022), « Analyse des fondements théoriques de la sécurité alimentaire », *Revue française d'économie et la gestion*, N°11, Vol 3 PP363-385.
- Diallo, F, Issoufou, Soumaila Moulaye, Tangara, T. (2023), « Effet de l'aide publique au développement sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne », *International Journal of Accounting Finance Auding, Management and Economics*, vol 4 (5-2) PP 514-534. <https://doi.org/10.5281/zenodo.10002204>

- FAO, (2010), *“Sustainable diets and biodiversity directions and solutions for policy, research and action”*.P309
- FAO, Fida, OMS, Pam et Unicef, (2022), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*, Rome, FAO. P264
- Fouilleux E., Bricas N., Alpha A., (2017), 'Feeding 9 billion people': global food security debates and the productionist trap. *Journal of European Public Policy*, 24(11), PP1658-1677.
- Janin P., (2010), « La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel : permanence des questionnements, évolution des approches ». *Cahiers Agriculture*, 19(3): PP177-184. <https://hal.science/hal-00475265/document>.
- Jeder H., Hattab S., Frija I., (2020), An « econometric analysis for food security in Tunisia ». *New Medit*, 19(4): PP3-14. <https://doi.org/10.30682/nm2004a>
- Kornher L., Sakketa G., (2021), « Does food security matter to subjective well-being? Evidence from a cross-country panel ». *Journal of International Development*, 33(8): PP1270-1289. <https://doi.org/10.1002/jid.3575>
- Loconto A., (2021), *Gouverner par les métriques : un exercice dans l'intermédiation des connaissances*, hal-03674025 , version 1 en ligne, 20-05-2022.
- Maetz M., (2023), *Note sur les politiques alimentaires*.P27
- Njiembokue O., G., N., (2021), *Insécurité alimentaire et stratégies d'adaptation dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Est du Cameroun*, Thèse de doctorat soutenu à l'université de Yaoundé 1, P475, disponible en ligne, tel-03644683
- Ochieng N., (2019), « Enhancing Crop Commercialisation for Food Security in Rural Tanzania: A Case of Liwale



Soumission : 10/07/2024 Acceptation : 20/08/2025 Publication : 30/09/2025

- District ». *International Journal of Agricultural Economics*, 4(5): PP207-215
- PAM/PNVRSA/FAO., (2021), *Enquête nationale sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle, République du Cameroun*. P66
- Pangaribowo E.H., Gerbert N., Torero M., (2013), *Food and nutrition security indicators : A review*. ZEF Working Paper 108. University of Bonn, Center for Development Research, PP120-146
- Politique nationale d'alimentation et de nutrition au Cameroun 2015-2035*, P25
- Pougoué E.B., Abdou Bouba A., Nyoré, Madi A., (2020), « Mesure de la sécurité alimentaire des ménages ruraux de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : une approche d'analyse multidimensionnelle ». *Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture*, 3(3): PP 54-70.
- Radimer K., Olson C., Campbell C., (1992), « Development of Indicators to Assess Hunger ». *Journal of Nutrition*, 120: PP1544-1548.
- Rastoin J-L., (2015), « Les systèmes alimentaires territorialisés : le cadre conceptuel » in *systèmes alimentaires Territorialises en France, 100 initiatives locales pour une alimentation responsable et durable*, Mars 2015, PP12-29
- Siéwé Pougoué E-B, et al., (2023), *La sécurité alimentaire au Nord Cameroun : Une approche d'analyse quantitative*, DOI: 10.30682/nm2304b, JEL codes: C34, C38, D13
- SUN- *Scaling Up Nutrition*, Banque Mondiale
- Thomas A., Alpha A., Barczak A., Zakhia-Rozis N., (2024), *Durabilité des systèmes pour la sécurité alimentaire*.

Combiner les approches locales et globales. Versailles, Quæ, P246

Tougan P. U., Yayi-Ladekan E., Imorou-Toko I., Guidime C., Thewis A., (2020), « Dietary behaviors, food accessibility, and handling practices during SARS-CoV-2 pandemic in Benin ». *The North African Journal of Food and Nutrition Research*. Special Issue;04(10): PP08-18

Voumo Azobou, A-M., (2022), *Revue scientifique et opérationnelle sur l'état des lieux de la sécurité alimentaire au Cameroun*, mémoire de master en sciences et gestion de l'environnement a finalité pays en développement, Université de Liège, P106